

Suède : ouverture du procès historique d'un Iranien accusé d'exécutions de masse en Iran en 1988

Hamid Noury est accusé d'être impliqué dans des exécutions de masse d'opposants ordonnées par l'ayatollah Khomeini. Son procès doit durer jusqu'en avril 2022.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 4 heures,
Mis à jour il y a 2 heures



Des personnes se sont rassemblées devant le tribunal pour exhorter la justice internationale à condamner le président iranien. *TT NEWS AGENCY / REUTERS*

Un procès qui restera dans les annales : un ancien responsable iranien, accusé d'être impliqué dans des exécutions de masse d'opposants ordonnées par l'ayatollah Khomeini en 1988, est jugé à partir de mardi 10 août en Suède, une première dans ce dossier très sensible.

Hamid Noury, 60 ans, a été arrêté en novembre 2019 à l'aéroport international de Stockholm-Arlanda à l'occasion d'une visite en Suède. Il se trouve depuis en détention provisoire. Selon le parquet suédois, Hamid Noury a, entre le 30 juillet et le 16 août 1988, «*intentionnellement ôté la vie à un très grand nombre de prisonniers sympathisants ou appartenant aux Moudjahidine du peuple*» visés par un ordre d'exécution de l'ayatollah Khomeini, fondateur de la République islamique d'Iran, après les attaques commises par le mouvement contre le régime à la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-88).

Un procès qui doit durer jusqu'en avril 2022

Son procès s'est ouvert à 9h15 (07h15 GMT) devant le tribunal de Stockholm. L'accusé, vêtu d'une tenue claire, est apparu calme, le sourire facile, accompagné de ses deux avocats. Trois journées d'audience sont prévues cette semaine pour ce procès-fleuve hors normes qui doit durer jusqu'en avril 2022 et durant lequel des dizaines de témoins seront appelés à la barre.

Plusieurs centaines de personnes - principalement des partisans des Moudjahidine du Peuple - se sont rassemblées devant le tribunal de Stockholm avant l'ouverture du procès, exhortant la justice suédoise et internationale à condamner le nouveau président iranien Ebrahim Raïssi.

L'accusé, qui occupait à l'époque des fonctions d'assistant auprès de l'adjoint au procureur à la prison iranienne de Gohardasht à Karaj, comparaît notamment pour «*crimes de guerre*» et «*meurtres*», en vertu de la compétence universelle de la justice suédoise pour ces chefs. Selon Anna Wester, du tribunal de Stockholm, ce procès d'envergure internationale constitue une première dans l'histoire des deux pays.

Visé par une trentaine de plaintes

L'affaire est très sensible en Iran, des militants accusant des responsables aujourd'hui au gouvernement d'y avoir joué un rôle: comme le président Raïssi, accusé par Amnesty International d'avoir été membre d'une «*Commission de la mort*», à l'origine des exécutions. Interrogé en 2018 et en 2020 sur ces exécutions, Ebrahim Raïssi a nié y avoir été impliqué mais a rendu «*hommage*» à l'«*ordre*» donné selon lui par l'ayatollah Khomeini de procéder à cette épuration.

Durant la même période, Hamid Noury est également soupçonné d'avoir participé à l'exécution d'autres prisonniers sur la base de leur idéologie ou de leur croyance, considérés comme opposés à «*l'État théocratique iranien*», selon le parquet. Aujourd'hui visé par une trentaine de plaintes de parties civiles - des victimes, des témoins ou des proches des victimes -, l'accusé «*nie toute accusation d'implication dans les exécutions présumées de 1988*», selon son avocat Thomas Söderqvist.

Des ONG de défense des droits humains font campagne depuis des années pour que justice soit rendue sur ce qu'elles considèrent être l'exécution extrajudiciaire de milliers d'Iraniens, en majorité jeunes, à travers l'Iran, au moment où s'achevait la guerre irano-irakienne. Début mai, plus de 150 personnalités, dont des lauréats du prix Nobel, d'ex-chefs d'État ou de gouvernement et d'anciens responsables de l'ONU, avaient réclamé une enquête internationale sur les exécutions de 1988.

À VOIR AUSSI - «Israël ne laissera pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire», déclare Naftali Bennett